

Rapport sur les Droits Humains

Année 2009: Haïti

Bureau pour la Démocratie, les Droits Humains et le Travail
Rapport sur les Pratiques de Droits Humains Année 2009

Haïti est une république constitutionnelle de 9 millions d'habitants environ. Des observateurs internationaux ont évalué les élections présidentielles et législatives comme généralement libres et honnêtes, à la suite desquelles le Président René Préval et les nouveaux parlementaires ont été installés en mai 2006. Le Parlement a ratifié Jean-Max Bellerive au poste de Premier Ministre en novembre 2009. Haïti est une nation où règne un système politique multipartite. Les élections préalablement prévues pour la fin de 2007 pour le renouvellement d'un tiers des membres du Sénat, se sont déroulées en avril et juin 2008 et ont été considérées également libres et honnêtes. Les autorités civiles maintiennent généralement le contrôle des forces de sécurité, mais dans certains cas, des membres de la Police Nationale Haïtienne (PNH) agissent indépendamment. La force onusienne de stabilisation en Haïti (la MINUSTAH) constituée d'environ 9.100 militaires, policiers et de civils, assiste et conseille le gouvernement et les autorités responsables de la sécurité.

Les problèmes suivants, relatifs aux droits humains ont été rapportés: échec du gouvernement d'organiser des élections parlementaires à la date prévue, des meurtres allégués aux officiers de la Police Nationale, participation de la police nationale dans des cas de kidnappings, surpeuplement et conditions sanitaires déplorables dans les prisons, des arrestations et menaces effectuées de manière arbitraire, détention préventive prolongée, un système judiciaire inefficace sujet aux influences des secteurs de l'exécutif et de la branche législative, une corruption sévère de toutes les branches du gouvernement, la violence et la discrimination sociale faite aux femmes, les abus contre les enfants, la traite des personnes et un renforcement inefficace des droits des travailleurs.

RESPECT DES DROITS HUMAINS

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, incluant la liberté de :

a. Fin arbitraire ou illicite de la vie humaine

A ce qu'on sache, le gouvernement ou ses agents n'ont pas commis de meurtres motivés par la politique. Cependant des officiers de la Police Nationale Haïtienne ont tué plusieurs personnes, qui étaient d'habitude armés et s'opposaient à leur arrestation; il existe également des allégations sur l'implication de la Police Nationale dans certains meurtres illicites.

Le 24 octobre, la police a procédé à l'arrestation de sept individus dont deux policiers en service et un ancien policier, pour le meurtre d'un propriétaire d'une maison de change au cours d'une attaque à main armée, le 5 octobre à Port-au-Prince.

Il n'y a pas eu de suivi sur le décès en juillet 2008, de Renece Charon , alors en garde à vue de la police.

En juillet, trois garde-du-corps, qui apparemment étaient des officiers de police, détenus en décembre 2008 pour meurtre et tentative d'assassinat de résidents de Martissant, un quartier de Port-au-Prince sont relâchés.

En réponse à la violence continue commise par les présumés criminels, les résidents de certains quartiers ont recours à la brigade de vigilance. Les organisations non-gouvernementales (ONG) ont aussi signalé des incidents où sont rapportés des cas de tirs d'armes à feu, des raclées et des scènes de lynchages dans les zones rurales, où le système judiciaire et le renforcement institutionnel dans l'application de la loi est largement absent. Les statistiques de la police ont documenté 74 cas de lynchages à la fin du mois d'octobre. Les observateurs ont attribué la majorité des lynchages à des accusations de vol, sorcellerie, ou enlèvement.

Le 16 aout, la foule a lynché trois hommes à Saint-Marc. Les medias ont rapportés que les victimes avaient été prises pour des loups-garous. Aucune arrestation n'a été effectuée.

Le 4 octobre, à Port-au-Prince, une foule lapide à mort Thélimène Fils-Aimé, qui supposément avait décapité sa femme. La police n'a procédé à

aucune arrestation et a noté la difficulté de poursuivre les participants en justice.

b. Disparitions

Il n'existe pas de rapports sur des disparitions motivées par la politique par des agents du Gouvernement.

Des agents et d'anciens agents de la police ont été accusés de participation dans des enlèvements. Comme certains officiers de la Police Nationale sont impliqués dans le trafic de narcotiques, des observateurs assument de fait la complicité de ces officiers de la Police Nationale dans des cas de disparitions liées au trafic de drogue.

Le nombre d'enlèvements a diminué considérablement pendant l'année. Il y a eu 66 cas de victimes de kidnappings au cours des dix premiers mois de l'année, comparé à 263 en 2008.

Le 12 janvier, des assaillants inconnus ont enlevé le Directeur National de Passation de Marchés Publiques (CNMP) Robert François au cours d'une ballade nocturne. En fin d'année, il est toujours porté disparu et aucune arrestation n'a été effectuée.

A la fin de l'année, il n'y a eu aucun avancement de plus dans le cas de trois agents de police du Cap-Haitien arrêtés en juillet 2008 pour avoir été apparemment à la tête d'un gang responsable de multiples enlèvements.

En décembre 2008, le commissaire de la Police des Gonaïves Ernst Dorfeuille Bouquet a été arrêté et accusé de l'enlèvement et du meurtre de Monica Pierre en novembre 2008; aucune suite n'a été donnée au cas à la fin de l'année.

La disparition en 2007 de Lovinsky Pierre-Antoine, un adhérent à la cause de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide et potentiel candidat au Sénat demeure sans réponse. A la fin de l'année Pierre-Antoine est toujours porté disparu.

c. Torture et autres traitements cruels inhumains ou dégradants

La loi prohibe ce genre de pratiques, et à l'exception des cas de quelques membres de la Police Nationale, jusqu'au mois d'octobre, il n'existe aucun rapport selon lequel des membres du Gouvernement les utilisent.

Les cas de 2008 suivants n'ont connu aucun développement subséquent et aucun n'a été anticipé: les sévices portés en février, par un officier de la Police Nationale à un résident de la zone du Canapé-Vert, le rapport de septembre fait office de trois résidents de la zone de Delmas 7, qui se sont fait battre de manière violente par un groupe d'agents de la PNH, appartenant à l'Unité de Contrôle des foules (CIMO) et enfin les châtiments corporels infligés à Natacha Jeune Saintil par quatre officiers de la Police Nationale (PNH).

Le 12 novembre, la MINUSTAH publie une déclaration de presse confirmant que certains soldats de la paix ayant servi au pays faisaient partie des 50 individus sanctionnés pour abus sexuels sur des femmes et des mineurs, en 2007. Aucun autre détail n'a été dévoilé.

Prison et Conditions des Centres de Détention

Les conditions dans les prisons sont pénibles. Les prisonniers rapportent les abus physiques perpétrés par les agents de l'administration pénitentiaire; les prisons souffrent aussi de l'abus des gardes, de la corruption, et de l'indifférence. Les agents de l'administration pénitentiaire limitent leur interaction aux cellules, cela est dû au manque de personnel, d'équipements et de sécurité.

Des prisons et centres de détention à travers le pays demeurent surpeuplés, mal entretenus et insalubres. Le surpeuplement est sévère; dans certaines prisons les prisonniers dorment à tour de rôle à cause de l'espace exigü. Certaines prisons ne disposent pas de lits pour les prisonniers et les cellules ne reçoivent pas la lumière du jour. Plusieurs prisons ne disposent pas de services de base tels que les services médicaux, l'électricité et des cellules d'isolation pour les patients contagieux. Beaucoup de prisons manquent aussi d'eau. Plusieurs prisonniers et détenus souffrent de manque d'hygiène élémentaire, de malnutrition, de mauvaise qualité de soins de santé et de

maladie causée par les rongeurs. Certaines prisons ne permettent pas d'exercices physiques, à l'extérieur, aux prisonniers.

Dans certaines prisons le pourcentage de maladies préventives comme le SIDA, la malaria et la tuberculose résistant aux médicaments, demeure un problème sérieux. Au mois d'octobre, il y a eu 62 décès de détenus, surpassant le total des 60 décès survenus en 2008 à la prison civile de Port-au-Prince (PCPP). Soixante de ces morts sont recensés dans la prison civile de Port-au-Prince.

A la fin de l'année la population carcérale totale incluant la détention préventive et les condamnés dans les 17 prisons du pays était de trois fois supérieure à leur capacité.

Le système surchargé de prisons ne dispose pas d'installations suffisantes. Le PCPP regroupe approximativement la moitié de tous les prisonniers du pays, gardés dans ses installations. Les autorités provinciales en particulier peuvent condamner les prisonniers à long terme dans des cellules provisoires. Les commissariats et sous-commissariats de Police servent de prison dans les villes de Gonaïves et Petit-Goâve. Ces prisons ont été détruites en 2004. Elles étaient considérablement surpeuplées. Par exemple, aux Gonaïves, la prison était occupée par 214 prisonniers.

Port-au-Prince dispose de pénitenciers distincts pour les adultes, hommes et femmes. Les deux sont surpeuplés, l'entretien est précaire, et les conditions sanitaires déplorables. Les problèmes des prisons des hommes sont plus graves. Dans les 15 prisons disséminées à travers le pays, les hommes et les femmes occupent des cellules séparées. Les enfants de 16 ans et plus sont confinés avec les adultes. Mineurs et adultes occupent parfois la même cellule à cause du manque d'espace. Les prisonniers de détention préventive sont gardés avec les condamnées dans la prison des femmes.

La plupart des jeunes garçons sont gardés dans un building séparé à Port-au-Prince. Selon la loi cette facilité peut garder seulement des garçons de 13 à 15 ans, même si certains enfants disent avoir seulement 10 ans. Les jeunes filles sont séparées des femmes au pénitencier de Pétion-Ville.

Au 18 décembre, 2262 des 9066 prisonniers incarcérés avaient été jugés et condamnés, alors que 6,804 attendaient d'être jugés. Cinquante sept des 467

femmes incarcérées étaient en détention provisoire prolongée, plusieurs depuis 2004.

Les statistiques sur la population carcérale ne tiennent pas compte du grand nombre de personnes détenues aux postes de police en détention provisoire prolongée (sans être jamais passé par devant la justice ou avoir un dossier de charges) pour une plus longue période que les 48 heures maximum prévues par la loi. Le manque de documentation et d'enregistrement des données aux postes de Police rendent difficiles, une estimation exacte du nombre de personnes gardées en détention provisoire prolongée. (Voir section 1. d.)

Le comité international de la Croix Rouge (CICR), la MINUSTAH, le réseau des organisations non gouvernementales locales œuvrant sur le respect des droits humains en Haïti et le Bureau du Gouvernement sur la Protection du Citoyen évaluent les conditions des prisons avec le Département de l'Administration des Prisons.

Les autorités autorisent librement au CICR, à la Croix Rouge, et aux groupes de droits humains à pénétrer dans les prisons et postes de Police, observer les conditions et assister les prisonniers et détenus en services médicaux, nourriture et assistance légale. Les appréhensions des groupes sont liées aux suivis des conditions de détention dans les prisons en eau potable, en nourriture et en salubrité. Même si certains programmes, tels que des efforts réalisés pour améliorer la salubrité et la disponibilité de soins de santé, au CPPP, se sont révélés un succès, le Gouvernement n'implémente pas les changements recommandés par les ONG et les donateurs du Gouvernement.

Les autorités prennent certaines mesures pour améliorer les conditions de vie dans les prisons. En octobre les autorités au CPPP commencent la prospection des détenus en détention préventive. Le 8 décembre, la construction d'un mur de sécurité plus élevé ainsi qu'une passerelle intérieure est terminée, améliorant ainsi la sécurité de la prison. A cause de la sécurité améliorée, les autorités d'utilisent la cour comme zone de bain et d'exercices, d'exécutent un projet d'art pour les prisonniers et débute des classes d'éducation de base pour les prisonniers. Le CPPP a achevé la rénovation de son infirmerie et la construction d'une nouvelle salle d'isolement pour les patients sérieusement malades. Le gouvernement ajoute huit cellules à la prison civile du Cap-Haitien.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La loi condamne les arrestations ou détentions arbitraires, et la constitution stipule qu'une personne ne peut être arrêtée que si elle est appréhendée au cours de l'exécution d'un crime ou sur base d'un mandat délivré par un fonctionnaire compétent tel qu'un juge de paix ou un magistrat du siège ou du parquet. Les autorités se doivent d'amener par devant un juge un détenu dans un délai ne dépassant pas 48 heures après son arrestation. Ces provisions légales ne sont fréquemment pas respectées par les fonctionnaires.

Certains des prisonniers ont été détenus pour des infractions qui ne figurent pas dans le code pénal, y compris la sorcellerie.

Rôle de la police et appareils de sécurité

La MINUSTAH déployant 7,057 soldats, 2066 policiers et 492 officiers civils, La MINUSTAH a entraîné et supporté la force de Police Nationale, a fourni une assistance post-désastre et assisté le gouvernement dans la suppression de la violence des groupes armés.

Les 8456 membres de la PNH ont la seule responsabilité de l'application de la loi et du maintien de l'ordre. Il n'existe pas de force militaire. Les UN estiment qu'Haïti a besoin d'une force de Police d'au moins 14,000 hommes, quoiqu'ils recommandent un effectif de 18.000 à 22.000 membres. La PNH est une institution officielle autonome placée sous l'autorité d'un directeur général et qui inclut des unités séparées de la police, le correctionnel et les fonctions de gardes-côtes. Le ministère de la Justice et de la Sécurité Publique, à travers son ministre et le Sous Secrétaire d'État à la Sécurité Publique ont un droit de regard.

Il y a eu des rapports sur la corruption dans la PNH pour lesquels la Police Nationale dispose de mécanismes d'investigation. Par exemple, les détenus aisés jouissent parfois de conditions privilégiées de détention. La Police Nationale a procédé à des investigations sur des activités malfaisantes de la police, qui ont conduit à l'arrestation ou à la révocation de certains officiers. L'Inspecteur General de la Police (IG) accepte et investigate les allégations de toute plainte sur des agissements douteux de la police incluant les

violations de droits humains, complicité dans des actes criminels et autres violations. Les investigations de l'Inspecteur Général qui révèlent des activités criminelles sont déférées au Parquet Territorialement compétent.

Des la réalisation de ces investigations, l'Inspecteur Général soumet au Directeur General de la Police Nationale et aux Haut-Responsables de la Justice ses conclusions pour des actions appropriées. Les premiers groupes de cas ont été transmis au gouvernement en 2008; un second groupe de cas fut soumis au Ministère de la Justice en juin. En octobre le gouvernement n'avait encore pris aucune action au sujet de ces cas. Le IG a également examiné et confirmé avec la MINUSTAH que les membres de la PHN n'avaient pas contre eux de dossiers de mesures disciplinaires ou d'accusations de violations des droits humains.

La reforme et la professionnalisation de la Police Nationale continue d'être implémentées comme programmes internationaux avec l'assistance du Réseau National pour la Défense des Droits Humains. Ils dispensent la formation pour la lutte des droits humains, et des équipements pour les nouvelles recrues et policiers en service, modernisent les stations de police, améliorent les conditions humanitaires et sécuritaires, des véhicules, ordinateurs et des équipements de communication, ainsi que d'autre assistance technique . Certaines unités notamment la cellule anti-enlèvement, ont réalisé des avancements significatifs. Néanmoins, les efforts de réforme demeurent incomplets, et les policiers de la Police Nationale sont parfois impliqués dans des cas de corruption, d'enlèvement et trafic de narcotiques. Le département correctionnel de la PNH n'a pas procédé à la même révision des nouveaux employés et policiers comme leur homologue de la Police Nationale. Un sondage de la Minustha a rapporté que 72 pour cent de la population a noté une amélioration de l'efficacité de la PNH au cours de l'année. Un autre sondage a rapporté qu'un nombre élevé de citoyens se sentent moins à l'abri et étaient très critique vis-à-vis de la Police Nationale.

Même si les efforts déployés par la Police Nationale résultent en une amélioration particulière de la sécurité en générale et de l'efficacité de la police, cette dernière ne peut ni répondre ni prévenir la violence des gangs et autre type de violence sociétaire comme les brigades de vigilance, à cause du nombre insuffisant de policiers disposant d'une formation inadéquate et d'équipements inappropriés.

Procédures d'Arrestation et Traitement en détention

La police est autorisée à arrêter un suspect pris en flagrant délit, ou encore par la suite avec un mandat légal. Quelques fois la police appréhende des personnes sans mandats ou encore avec un mandat non délivré par un officiel autorisé. Les autorités détiennent parfois des personnes sur base d'accusations non-spécifiées ou encore en cours d'investigation.

Souvent, le Gouvernement n'observe pas les exigences légales qui requièrent la présentation d'un détenu par devant un juge dans un délai de 48 heures, et la détention préventive prolongée demeure un problème sérieux. Plusieurs détenus ont été gardés en détention préventive sur de très longues périodes –dans certains cas sans être informés des charges retenues contre eux.

Les juges d'instruction accordent la liberté sous caution, à leur discrétion. Les auditions pour le cautionnement ne sont pas habituels et les juges n'accordent la liberté sous caution que pour les cas mineurs ou que pour des raisons humanitaires tels le besoin de soins médicaux. Les détenus ont droit de visite accordés seulement aux membres de leurs familles et à un avocat de leur choix. Plusieurs détenus ne peuvent se permettre de se payer les services d'un avocat; et le gouvernement de manière coutumière ne fournit pas de services en conseils légaux.

Le gouvernement détient, à leur retour, certains citoyens rapatriés pendant une période de deux semaines en « quarantaine administrative », si le citoyen a des charges criminelles pendantes ou si sa famille ne peut être retrouvée. Les autorités utilisent ce temps de détention pour déterminer si l'individu aurait l'intention de participer à des activités criminelles et pour retrouver les membres de sa famille. Le gouvernement prend des mesures pour améliorer leur dossier et augmenter ses efforts pour libérer ces citoyens en 10 jours ou moins. Les déportés, dont certains d'entre eux ont passés une bonne partie à l'étranger sont exposés à la corruption, une discrimination générale et l'abus social après leur retour au bercail. Des pratiques discriminatoires incluant des arrestations arbitraires, de fausses accusations à propos de leurs activités sont rapportées à la police locale et des tentatives d'extorsion contre eux ou leurs familles à l'étranger au cours de la phase

initiale de détention, en échange de libération plus rapide de la quarantaine administrative.

e. Refus d'un Procès Public Equitable

Quoique La loi prévoit un jugement indépendant, dans la pratique, les secteurs de l'exécutif et du législatif exercent beaucoup d'influence sur le système judiciaire. Les juges affectés aux cas politiquement sensibles se plaignent souvent de l'ingérence de l'Exécutif. Des rapports sur la corruption judiciaire sont monnaie courante (voir section 4).

Des problèmes persistants et de longue durée –incluant un manque en fonds et une carence de juges de paix formés et qualifiés, de juges et de procureurs ainsi que l'impossibilité de tenir des sessions selon le calendrier établi par la loi – contribuent au retard considérable du cumul des cas criminels et de nombreux détenus doivent attendre des années pour une date de jugement. Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique envisage des audiences spéciales au cours de l'été en vue de la réduction des cas accumulés de détention préventive prolongée, et les tribunaux ont ajouté en plus 115 cas à ces sessions spéciales. Néanmoins, comme la majorité des 4.353 détenus qui attendent un jugement dans la prison civile de Port-au-Prince sont emprisonnés pour des crimes graves qui nécessitent un jugement avec jury, ils n'ont pas pu bénéficier d'un jugement rapide. Environ 15% des détenus du pénitencier national ont été jugés au mois d'octobre.

Le Code de Procédure Criminelle ne prévoit pas de responsabilité exacte pour les investigations criminelles et divise l'autorité entre la Police, la Justice de Paix, les Commissaires, et les Juges d'Instruction. Souvent les responsables ne questionnent pas les témoins ou ne complètent pas les investigations et rarement exigent des autopsies et les magistrats examinateurs reçoivent souvent des dossiers incomplets.

Un barème d'honoraires judiciaires désuet crée un autre obstacle aux demandes d'investigation des cas des victimes de crimes. Dès qu'un citoyen rapporte avoir été victime d'un crime, le Juge de Paix facture différents frais pour débiter la poursuite criminelle, basée sur leur propre perception du coût du service à rendre.

Les longues distances et la faiblesse du transport en commun entre les résidences des citoyens et les tribunaux limitent également l'accès au

système judiciaire. Dans la plupart des régions les juges manquent de ressources essentielles et de formation professionnelle.

L'École de la Magistrature a continué de fournir un service de formation interne pour les Juges de Paix et au cours de l'année plus de 150 Juges des 18 juridictions ont complété un programme intensif de formation de six semaines. Un programme financé internationalement a assuré la formation de Juges, de Commissaires et d'autre personnel des tribunaux; ils ont fourni de l'assistance technique dans la rédaction de règles et procédures et aidé à la planification des programmes pour l'École. Le programme de renforcement judiciaire engagé par le Centre National des Tribunaux d'État a fourni une assistance à la formation et aux programmes pour les Juges et le personnel des tribunaux.

Au niveau le plus bas du système judiciaire, les juges de pays délivrent des mandats, trancher des cas d'infractions mineurs, assurent la médiation de cas, prennent les dépositions et réfère des cas aux Commissaires ou à de plus hautes autorités judiciaires. Les Juges d'instruction et les commissaires publics coopèrent dans les cas plus sérieux, qui sont jugés par des juges de première instance. Trente juges de cour d'appels entendent des cas référés par la Cour de Première Instance et 11 membres de la Cour de Cassation, la plus haute instance judiciaire du pays, adressent les questions de procédure et de constitutionnalité.

Procédures de Première Instance

L'appareil judiciaire suit un système de loi civile fondé sur le Code Napoléon en grande partie inchangée depuis 1880. Dans la pratique, les autorités ont largement ignoré le droit constitutionnel à un procès équitable. La constitution ne permet, en aucun cas, à la Police et aux autorités judiciaires le droit de droit d'interroger des suspects sauf en présence de l'avocat du suspect ou son représentant ou à moins qu'il renonce à ce droit. La majorité des accusés n'est pas en mesure de s'offrir les services d'un conseiller juridique pour une interrogation ou un procès, et la loi ne requiert pas que le gouvernement fournisse la représentation légale. Les accusés qui ne peuvent pas payer de représentation sont plus vulnérables à une interrogation sans avocat. Cependant certains accusés ont eu accès à un avocat au cours du jugement. Avec le support du gouvernement national et de la communauté légale locale, les groupes internationaux ont fourni des fonds à des accusés indigents pour une représentation professionnelle légale.

Alors que la constitution confère aux accusés présumés innocents, le droit à être présent au procès, le droit de confronter les témoins contre eux, le droit de présenter leurs témoins et des preuves en leur faveur, les juges leur ont souvent refusé ces droits. L'absence d'un programme pour la protection des témoins et l'impunité largement rependue décourage certains témoins de témoigner à la barre. Les accusés et leurs avocats ont accès à des preuves d'évidence détenus par le gouvernement avant le jugement. Les accusés ont droit d'appel. Il n'y a eu aucun rapport sur le fait que ces droits aient été refusés sur base de sexe, d'ethnicité ou d'infirmité.

Prisonniers politiques et détenus

Il n'y a pas eu de rapports de prisonniers politiques ou détenus.

Procédures civiles judiciaires et recours

Les victimes de violations présumées des droits humains sont capables de porter leur cause devant un juge pour cessation de la violation, mais on ne sait pas si les dommages-intérêts peuvent être accordés. La recherche de solutions légales pour les abus de droits humains est difficile, parce que très peu d'organisations disposent de ressources pour commencer et suivre un cas pendant toute sa durée dans le système.

f. Interférence arbitraire avec la vie privée, famille, domicile ou correspondance

La loi interdit de tels comportements et le gouvernement a généralement respecté ces interdictions dans la pratique.

Section 2 Respect des libertés civiles incluant :

a. Le droit à la parole et la liberté de la presse

La loi confère le droit à la parole et la liberté de la presse ; le gouvernement et les officiers élus généralement ont respecté ces droits dans la pratique. Il y a eu cependant certains incidents où les officiers locaux du gouvernement ont harcelé ou menacé des journalistes ou encore il y a eu des rapports de pression exercée par des groupes criminels.

Au cours des élections sénatoriales du 19 avril, le journaliste de radio Sainlus Augustin a été publiquement harcelé, frappé et menacé par le frère et d'autres supporters du candidat au sénat Wilot Joseph, supposément parce qu'ils contestaient les tentatives d'Augustin de réaliser des entretiens avec des supporters de l'opposition. Des menaces répétées de mort ont forcé Augustin à la clandestinité. Le gouvernement a ouvert une enquête qui est encore ouverte à la fin de l'année. Les groupes de droits humains locaux et internationaux ont fait le suivi de ce cas tout au long de l'année.

En septembre, le Commissaire du Gouvernement de Port-de-Paix a brièvement arrêté le directeur d'une station de radio Kerly Debreus sur des accusations de diffamation ; il est libéré suites au tollé public fait par des associations de presse et des ONGs.

Le 9 décembre, des policiers de la Police Nationale battent le journaliste Edwige Joseph et détruisent son équipement alors qu'il tente de prendre des photographies d'une démonstration pacifique d'étudiants. Quoique plusieurs policiers tentèrent d'empêcher la bastonnade, d'autres s'y joignirent. A la fin de l'année un policier était sous investigation par le bureau de l'Inspecteur General.

Il n'y a pas eu d'autres développements dans l'attaque de juillet 2008 du correspondant de presse Joachim Marcel par le Député Maire du Cap-Haitien et ses gardes-du-corps, soi-disant en représailles l'enquête de Marcel sur la corruption dans le scrutin.

Liberté de l'internet

Le gouvernement n'a pas limité l'accès à l'internet ou encore suivi des e-mail ou le ``clavardage`` sur Internet. Les individus et les groupes peuvent librement engager une communication via internet, incluant l'e-mail. Approximativement 10% de la population a accès à l'internet.

Liberté académique et événements culturels

Il n'existe aucune restriction sur la liberté académique et les événements culturels.

b. liberté de se rassembler pacifiquement et en association

La loi prévoit la liberté de se rassembler et d'association et le gouvernement généralement respecte ces droits dans la pratique. Les citoyens doivent solliciter un permis en vue de manifester légalement, la Police Nationale délivre les permis régulièrement.

Des démonstrations d'étudiants eurent lieu pendant toute l'année au centre-ville de Port-au-Prince. Les manifestants ont lancé des pierres, occupé les bureaux des universités, brûlé et vandalisé des véhicules officiels et internationaux. Les autorités de la PNH limitent généralement leurs interventions à l'utilisation du gaz lacrymogène et à l'expulsion des manifestants de la scène. Des assaillants inconnus ont tué deux étudiants manifestants; il n'y a eu aucune poursuite.

Le 18 juin, un spectateur Kerel Pascal est tué lors des funérailles publiques supposément par les forces du maintien de la paix. Les caméras de télévision ont enregistré un membre des forces déchargeant une arme en direction de Pascal. La MINUSTAH a ouvert une enquête et procédé à une autopsie, mais aucun résultat formel n'a été publié par la MINUSTAH ou le gouvernement en octobre.

Le 5 août, Ricardo Morette mourut au cours d'une démonstration à Lascahobas au cours de laquelle des tirs sporadiques ont été entendus, alors que les forces népalaises de la MINUSTAH essayaient de libérer la route de barricades. Une autopsie n'a pas révélé de balles et la MINUSTAH maintient qu'elle n'est pas responsable de la mort de Morette.

a.Liberté de Religion

La constitution prévoit la liberté de religion et le gouvernement respecte ce droit en pratique.

Abus Sociaux et Discrimination

Il n'y a pas eu aucun rapport d'abus sociétair ou encore de discrimination contre les membres de groupes religieux, incluant des actes antisémitiques. La communauté juive n'est pas en grand nombre.

Pour une discussion plus détaillée, voir le rapport de 2009 sur la liberté internationale de religion a www.state.gov/g/drl/rls/irf

d. Liberté de déplacement, Personnes Déplacées Intérieurement Protection de Réfugiés et Personnes sans Etats

La loi prévoit la liberté de déplacement à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration, le rapatriement et le gouvernement respecte généralement ces droits dans la pratique. Les déportés d'autres pays sont quelquefois sujets à des amendements à leur passeport haïtien qui limitent leur mouvement et empêchent les mouvements transnationaux.

Comme il n'existe pas de réfugiés connus au pays, le gouvernement n'a pas eu l'occasion de coordonner avec le bureau du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés et autres organisations à but humanitaire dans la protection et l'assistance aux personnes déplacées, réfugiés internes, demandeurs d'asile, et autres personnes concernées.

La loi interdit l'exile forcé, et il n'y pas eu de rapports sur son usage. Cependant d'après certaines anecdotes, plusieurs anciens officiels du gouvernement ont fui le pays avec leur famille par crainte de représailles ou persécutions.

Personnes déplacés intérieurement

Aucune étude n'a été réalisée concernant le sort des personnes qui ont provisoirement abandonné leur domicile après la tempête dévastatrice de 2008.

Protection des Réfugiés

Le pays a signé la Convention de 1951 relatif aux statuts des réfugiés et son protocole de 1967. La loi prévoit l'octroi du statut de réfugié ou d'asilé. Le gouvernement a établi un système garantissant la protection des réfugiés. Dans la pratique le gouvernement a protégé les réfugiés de l'expulsion ou le retour dans un pays où leur vie ou liberté aurait été menacée à cause de leur appartenance raciale, leur religion, leur nationalité, ou leur adhésion à un groupe social particulier, ou leur opinion politique, mais il n'octroie pas de manière automatique l'asile ou le statut de réfugié.

Section 3 Respect des droits politiques : Le droit pour les citoyens de changer leur gouvernement

La loi prévoit que les citoyens ont le droit de changer leur gouvernement pacifiquement par le biais d'élections libres et honnêtes basées sur le suffrage universel.

Election et participation politique

Les élections présidentielles et parlementaires multipartites de 2006 ont été relativement stables et pacifiques. René Préal a gagné la Présidence avec 51 pour cent du vote. Les citoyens et les observateurs internationaux ont considéré le mécanisme électoral acceptable et les résultats crédibles, ils ont noté très peu d'incidents de violence et de fraude. Les scrutins additionnels pour les élections parlementaires et municipales ont été tenus en 2006 et avril 2008. Les autorités électorales ont planifié de tenir les élections de février à avril 2008 en vue de remplacer toute la chambre de députés et un tiers du Sénat.

Les élections sénatoriales d'avril-juin ont été généralement bien organisées, quoique, marquées par un taux de participation très bas et d'incidents isolés de bourrage des ballots, d'intimidation de votants et de violence. En juin le conseil électoral provisoire a parrainé une investigation post électorale qui a révélé que des partis politiques rivaux dans le département du centre avaient agi de manière inappropriée et subséquemment recommandé des sanctions contre quatre candidats. Les autorités électorales appliquent ces recommandations et en décembre excluent les quatre partis de la course parlementaire électorale de 2010.

Les partis politiques peuvent œuvrer sans restriction ou sans interférence. En novembre le CEP retient 69 partis politiques dans les élections parlementaires en perspective et approuve 53 partis. Le CEP rejette 16 partis, en incluant la deuxième fois au cours de l'année celui de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, Fanmi Lavalas. Les autres partis exclus comprennent l'Union, l'alliance Populaire pour la Solidarité, Organisation Peuple en Lutte Et Fusion. Les deux derniers groupes s'allient sous une nouvelle bannière, Alternative.

La constitution prévoit qu'à la suite des élections locales et municipales, les officiels locaux doivent également tenir des séries d'élections indirectes au niveau du staff des organes départementaux des assemblées interdépartementales en vue d'aviser le gouvernement national et nommer des candidat a l'assemblée électorale permanente. La loi exige que les trois branches du Gouvernement sélectionnent parmi ces candidats les neuf membres du Conseil. Comme ces élections indirectes n'ont pas eu lieu depuis la rédaction de la Constitution, le pays continue d'opérer avec un CEP nommé par le président.

Plusieurs personnes, y compris le président ont déclaré que le calendrier prévu par la Constitution était impraticable ou trop cher.

La loi électorale prévoit que les partis politiques présentent au moins 30 pour cent de femmes candidates, et en arrivant à faire élire 20% d'entre elles, celles-ci recevront deux fois plus de financement public autant que ceux occupant les mêmes postes dans les prochaines élections. Le dépôt requis pour une femme candidate (si parrainée par un parti reconnu) est la moitié de ce qui est demandé aux hommes. Cinq femmes ont servi à l'Assemblée Nationale de 128 sièges, et quatre femmes ont servi au cabinet des 18 membres du Premier Ministre, aucune femme n'a jamais servi a la Cour Suprême.

Section 4 Corruption Officielle et Transparence du Gouvernement

La loi prévoit des sanctions criminelles contre la corruption officielle ; cependant le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière effective ; et les officiels du gouvernement sont souvent engagés dans des pratiques de corruption en toute impunité. Selon les indicateurs mondiaux de la Banque Mondiale sur la bonne gouvernance, la corruption gouvernementale constitue un problème sérieux. La corruption demeure un problème généralisé dans toutes les branches et a tous les niveaux du gouvernement. La Constitution prévoit que les officiels du gouvernement de haut niveau et du parlement accusés officiellement de corruption soient poursuivis par devant le Sénat, et non dans le système judiciaire. Cependant, le Sénat n'a jamais présenté de tels cas de corruption. La pauvreté, le manque d'opportunités économiques et la faiblesse des institutions gouvernementales

(spécialement dans le cas de l'application de la loi et de la justice)
contribuent à la corruption généralisée.

En mars l'ancien ministre de la Justice, Jean-Joseph Exumé, a révoqué 5 juges de Saint-Marc, dont deux spécifiquement pour des fautes graves de corruption. Aucune charge n'a été retenue contre eux.

La PNH, conjointement avec la police civile des Nations Unis poursuivent leurs efforts pour éliminer la corruption dans leurs rangs. Le gouvernement continue d'enquêter sur des individus du secteur des affaires et dans les institutions gouvernementales pour corruption mais n'a présenté aucune charge. La cour d'appel et d'assistance légale offre de l'assistance judiciaire aux victimes et aux témoins de la corruption gouvernementale et distribue largement leur numéro de téléphone et leur adresse e-mail.

Des autorités ont arrêté et détenu quelques fonctionnaires de bas niveau du secteur public, particulièrement des officiels de la douane, sous les accusations de corruption ou liées à la corruption.

Le Directeur de l'ONA, Sandro Joseph a été arrêté en Mai pour usage illicite des fonds du système de la sécurité sociale, incluant des prêts non autorisés et des décaissements aux officiels du gouvernement. A la fin de l'année, il attendait encore son procès.

Il n'y a eu aucun autre développement dans l'investigation, entamée en 2007, lié à la mauvaise gestion présumée de fonds du Ministère des Affaires Etrangères en 2004-2006.

Plusieurs personnes et groupes y compris la Première Ministre d'alors Madame Pierre-Louis et la Fondation Héritage pour Haïti ont demandé un audit sur l'utilisation des 197 millions de dollars d'assistance humanitaire issus de Petro-Caribe en réponse à la saison cyclonique de 2008. L'unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) du gouvernement a ouvert une enquête à ce sujet.

La loi exige que le Président, le Premier Ministre les ministres des cabinets et les autres officiels de haut niveau du Gouvernement fassent état de leurs avoirs. Le contrôle financier et le bureau de l'information doivent combattre les crimes financiers. L'ULCC a rapporté en septembre que 412 officiels comprenant un seul sénateur et 19 députés ont respecté la loi en remplissant

la déclaration exigée. Les officiers de la Police Nationale sont soumis aux mêmes exigences. Les officiels qui se soustraient à ces obligations sont passibles d'abord d'une réduction de 50% de leur salaire, suivi d'une suspension jusqu'à ce qu'ils se soumettent à la loi. Au mois d'Octobre, le gouvernement n'avait sanctionné aucun officiel qui aurait enfreint ces règles.

LE CNMP est chargé de certifier que les contrats publics excédant 700,000 gourdes haïtiennes (HTG ou environ \$16,700.00) sont conformes à la loi.

Il n'y a aucune loi qui donne accès à l'information gouvernementale, mais il n'existe aussi aucun rapport stipulant que le Gouvernement ait interdit l'accès du public à l'information gouvernementale.

Section 5 Attitude du Gouvernement concernant l'investigation internationale et non-gouvernementale de violations présumées des droits humains.

Un certain nombre de groupes de Droits Humains locaux et internationaux opèrent généralement sans restriction gouvernementale, et publient leurs résultats des cas de droits humains. Le gouvernement a coopéré avec les différentes missions d'observation des droits humains, pris note de leur points de vue généralement admis, mais a manqué de capacité à mettre en œuvre leurs recommandations, autorise des missions spéciales sur le terrain de même que la présence continue des unités de l'ONU et d'autres organisations internationales, telle que l'ICRC.

L'ONU a dépêché au pays plusieurs missions et enquêteurs pendant l'année. L'envoyé spécial de l'ONU, Bill Clinton a effectué plusieurs visites à Haïti et n'a pas manqué de souligner les progrès de ce pays en ce qui a trait à la sécurité, L'expert indépendant en matière de droits humains en Haïti, Michel Forst a visité ce pays à quatre reprises afin d'attirer l'attention sur divers sujets de droits humains. Il a fait de nombreuses recommandations, notamment, celle que le Gouvernement adopte une résolution finale sur l'examen des dossiers en attente des membres de la PNH ; celle de la nomination par le Président Préval du Juge en Chef de la Cour Suprême de Justice ; et celle des efforts accrus du gouvernement en vue de mettre un terme aux détentions préventives prolongées. En juin, un rapporteur spécial de l'ONU sur les formes contemporaines d'esclavage, Gulnara Shahinian a investigué sur le trafic humain (voir section 6) et a recommandé que le

gouvernement forme une commission nationale sur les enfants, donne une formation aux officiels travaillant avec des enfants vulnérables et lancé l'enregistrement universel des naissances. Exception faite du Ministère des Affaires Sociales et des Travaux Publics dans leurs efforts pour éduquer les officiels travaillant avec les enfants vulnérables, jusqu'à la fin de l'année, le gouvernement n'avait pas mis en application les recommandations.

Sur le plan national et international, les organisations des droits humains ont effectivement supervisé tout ce qui a trait aux droits humains, rencontrant souvent les officiels du gouvernement. Les organisations de droits humains se sont adressés aux medias, ont organisé des séminaires de formation et des conférences et publie des rapports.

L'OPC est mandatée pour la protection des individus contre toute forme d'abus du gouvernement. L'OPC a offert l'assistance légale gratuite à tout citoyen qui se présente à la cour à la suite d'un mandat. Dans la première moitié de l'année, l'OPC était réputée d'être inefficace et opérant dans la région de Port-au-Prince, mais elle a commencé à œuvrer sous un nouveau leadership en août. Le gouvernement a rarement agi à partir des recommandations d'OPC.

La Chambre des députés et le Sénat avaient chacun un comite de droits humains ; cependant aucun des comites n'a publié de rapport ou présenté de législation cette année.

Section 6 Discrimination, abus sociaux et trafic de personnes

La loi n'interdit pas spécifiquement la discrimination en matière de race, sexe, infirmité, langue, ou statut social. Il prévoit l'égalité des conditions de travail sans égards pour le **sexe**, le statut marital ou la croyance. Toutefois aucun mécanisme gouvernemental n'administre ou met ces mesures en œuvre.

Femmes

La loi interdit le viol et a prescrit des pénalités pour ce crime mais ne reconnaît pas le viol conjugal comme un crime. La sentence d'un viol est un minimum de dix ans de travaux forcés, allant jusqu'à 15 ans si la victime avait moins de 16 ans ; Dans le cas d'un viol en groupe, la sentence maximale est le travail forcé à perpétuité. Les peines étaient souvent moins rigoureuses. Le code criminel excuse un mari qui tue sa femme ou son partenaire en flagrant délit d'adultère chez lui. Cependant une épouse qui tue son mari en pareilles circonstances est passible de jugement. A titre d'évidence anecdotiques : des femmes plus jeunes furent détenues après avoir résisté plutôt violemment à leurs agresseurs des fois membres de leur famille. Les kidnappeurs ont souvent violé leurs victimes féminines.

Des cas d'agressions sexuelles rapportés ont augmentés. Les statistiques de la Police Nationale ont montré que 218 viols ont été rapportés en octobre comparés à 288 pour toute l'année 2008 ; 76 victimes étaient des femmes adultes, 139 des filles mineures ; l'un d'eux était un homme adulte et 2 autres des mâles mineurs. Les ONG ont estimé que les nombres ont reflété un accroissement de cas plutôt qu'une plus grande confiance dans le système légal. Ils ont aussi remarqué une augmentation alarmante de violence sexuelle contre les femmes à Petit-Goâve, dans l'Artibonite à Port-au-Prince dans le voisinage de Cite Soleil.

A Saint-Marc, la Fédération des femmes du Bas Artibonite a rapporté qu'elle a reçu plus de 260 appels de victimes réclamant l'assistance légale entre juillet et octobre.

Le viol était particulièrement répandu aux endroits assez peu fréquentés par la police. Beaucoup d'ONG crédibles et de sources gouvernementales ont cru que les gangs urbains ont utilisé le viol comme un instrument systématique d'intimidation. Les abris pour femmes et d'autres organisations ont rapporté que les gangs armés ont souvent violé et persécuté filles et femmes.

Le viol était souvent considéré dans la pratique comme une infraction plutôt mineure, ou une affaire de famille ou communautaire au lieu d'un crime punissable par la loi. Un substantiel manque de motivation décourageant les victimes à rapporter le viol comme : le désir de la victime de se protéger des conséquences sociales ou physiques des accusations portées contre les agresseurs qui souvent vivent dans la communauté ; acceptation culturelle tacite de l'agression sexuelle ; le manque de moyens aux postes de police

pour aider les victimes ; les distances plutôt longues entre les maisons des victimes et des tribunaux qualifiés; et finalement le système judiciaire corrompu qui favorise la perception de l'impunité. Des cas étaient relégués à une justice de paix qui agissait en médiateur, l'accent étant mis sur la recherche de solutions familiales ou communautaires opposées à la punition de criminels. Les statistiques ne sont pas disponibles quant au nombre d'agresseurs qui furent poursuivis condamnés ou punis.

Deux centres pour victimes de violence sexuelle ont été officiellement ouverts cette année. Un abri au service complet à la fois légal et médical et été ouvert en avril avec l'aide de donateurs internationaux ; ce centre cependant était à peine opérationnel vers la fin de l'année. En septembre un centre pour victimes de violences sexuelles a été inauguré à Port-au-Prince pour aider les victimes à enregistrer les agressions et obtenir des soins légaux et médicaux. Le centre partage le local du poste de Police qui aide les victimes. A Saint-Marc, le Commissaires du Gouvernement a étroitement travaillé avec la seule ONG locale offrant des services de tous genres aux victimes d'agressions sexuelles de la région protégeant la sécurité de la victime et lui donnant accès au système judiciaire. Le même officiel Yvon Pradel fait publiquement appel aux familles des victimes leur demandant de leur offrir le support et l'accompagnement pendant que leur cas suit le processus du système judiciaire.

La loi interdit la violence domestique et prévoit des sentences en cas de violence domestique, mais les groupes de droit de femmes et les organisations de droits humains ont rapporté que la violence domestique contre les femmes demeure chose commune et peu rapportée. Les chiffres gouvernementaux ont fait état de 38 cas de violence domestique durant les dix premiers mois de l'année (comparés au 31 incidents de toute l'année 2008). Il y a eu 27 femmes adultes victimes, cinq hommes, trois garçons mineurs et trois filles mineures. La Police a rarement arrêté ou investigué ces agresseurs et les victimes parfois ont souffert plus de persécution et de représailles de la part des criminels. Des juges corrompus parfois ont élargi des suspects arrêtés pour violence domestique et viol.

En février le tribunal de Petit-Goâve a condamné Bearthony Sagesse à 15 ans de prison à une amende de 100.000 gourdes haïtiens (\$ 2.500 à peu près) pour une attaque en 2008 contre son ancienne femme Martine Lindor. Ce jugement avait renversé un non-lieu précédant.

Le gouvernement, avec le support de donateurs internationaux a sponsorisé un programme pour victimes de violence qui prévoit assistance médicale et légale aux victimes aussi bien qu'une campagne dénonçant la violence contre les femmes.

Bien que la prostitution soit illégale, elle demeure une pratique répandue, particulièrement parmi les femmes et les filles. La police généralement ne prête pas grande attention à la prostitution. La loi n'interdit pas spécifiquement le harcèlement sexuel bien que le code du Travail stipule que les hommes et les femmes ont les mêmes droits et obligations. Des données concernant le harcèlement sexuel dans le milieu du travail, n'étaient pas disponibles, malgré le caractère fréquent du phénomène comme le suggèrent les observateurs. De tels événements ne sont pas rapportés à cause du taux élevé de chômage et du peu de confiance des citoyens dans la capacité du système judiciaire de les protéger.

Couples et individus ont le droit légal de décider du nombre et de l'intervalle des naissances des enfants. L'enquête sur la démographie et la santé de 2005 à montre que 25% seulement des couples utilisent des méthodes contraceptives et le taux des besoins non satisfaits en planification familiale était de 38%. En dépit du niveau élevé de connaissances générales en matière de méthodes contraceptives, les femmes avaient peu l'occasion pour acquérir des informations additionnelles sur le planning familial et se renseigner sur de possibles effets négatifs de certaines méthodes contraceptives. Le taux de mortalité maternelle était de 630 pour 100.000 naissances réussies. Bien que 85% des femmes enceintes aient reçu des soins prénataux au moins une fois pendant leur grossesse, 25% seulement accouchent dans un centre de santé. La grande majorité des autres ont eu leurs bébés à la maison sans bénéficier d'une sage-femme qualifiée et la possibilité de recevoir des soins adéquats en cas de complications. Les femmes aussi bien que les hommes ont eu un accès égal aux consultations et au traitement des infections sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA.

Les femmes ne jouissent pas du même statut social et économique que les hommes. Dans certaines couches sociales, la tradition a limité les rôles sociaux des femmes. La majorité des femmes en milieux ruraux sont affectées aux occupations traditionnelles de la ferme, du marché et des travaux domestiques. Les femmes très pauvres responsables des maisons en milieu urbain, elles n'ont fait que très peu d'opportunités d'emploi, par

exemple le travail domestique ou le commerce. Le gouvernement et le secteur privé ont rarement promu les femmes à des positions de supervision. Exception faite de la PHN dans son effort soutenu de recruter et d'augmenter le pourcentage de femmes dans ses rangs ; il n'y a pas eu d'efforts du gouvernement de combattre la discrimination économique.

Beaucoup de groupes de droits de femmes domestiques ont œuvré à travers un réseau national, la coordination pour la promotion des droits des femmes.

Les Enfants

La citoyenneté provient des parents d'un individu. Un seul parent de l'un ou l'autre sexe est nécessaire pour transmettre la citoyenneté. La citoyenneté peut aussi être obtenue par le truchement d'une requête formelle au Ministère de l'intérieur. Le gouvernement n'a pas enregistré toutes les naissances immédiatement et n'a pas tenu les statistiques des naissances non enregistrées chaque année. Une estimation gouvernementale du total des haïtiens dont la naissance n'a pas été enregistrée s'est élevée à plus d'un million (sur le total de neuf millions). Les certificats de naissance sont légalement nécessaires pour s'inscrire à l'école, ouvrir un compte en banque, demander un crédit, être admis à l'hôpital et voter. Quoique ce soit requis, des individus, sans certificat de naissance ont été admis à l'urgence des hôpitaux ou eu accès à l'éducation. Il est bruit que les documents de naissances n'étaient pas exigés pour recevoir une carte électorale dans certains cas.

Des sources crédibles ont rapporté qu'un grand nombre d'enfants préposés au travail domestique ont été forcés de travailler comme serviteurs domestiques. Des agences gouvernementales et des programmes ont fait la promotion des droits de l'enfant et de son bien-être ; cependant le gouvernement n'avait pas les ressources nécessaires pour faire respecter ces droits. En juin le Bureau du Bien-être Social (IBERS) a conduit une campagne de deux semaines visant à souligner les droits des enfants. Le 21 octobre, le gouvernement a inauguré le centre de la jeunesse pour les enfants vulnérables de Port-au-Prince ; qui offrait les services de support social à la jeunesse en danger.

Les enfants ont aussi travaillé dans les rues dans la prostitution. Le recrutement des enfants pour l'exploitation sexuelle, la pornographie et des activités illicites sont illégales. La loi interdit la corruption des jeunes de

moins de 21 ans y compris la prostitution sous peine de condamnation allant de six mois à trois ans d'emprisonnement.

L'âge mineur de consentement mutuel pour l'activité sexuelle est de 18 ans. L'incapacité à rapporter ou investiguer les allégations de viol a contribué aux incertitudes par rapport aux condamnations, le cas échéant, pour viol.

Des 2500 enfants des rues que compte, au moins, la population de Port-au-Prince (depuis octobre) plusieurs d'entre eux avaient été renvoyés ou se sont enfuis des maisons abusives ou des familles ne pouvant pas s'en occuper financièrement. Les ONG s'ont rapportés que les enfants des rues qui étaient plus susceptibles d'être sexuellement ou autrement abusés, recevaient peu ou pas d'éducation et étaient plus facilement exploitables par des recruteurs trafiquants. On dit aussi que les gangs criminels recrutaient des mineurs pour leur faire commettre des actes illégaux.

Le Ministère des Affaires Sociales a fourni quelque assistance comme de la nourriture et un abri provisoire aux enfants des rues. Un abri a rouvert ses portes en avril 2008 geste du gouvernement, mais sans la nourriture adéquate, ni l'éducation, ni les soins médicaux ni de supervision. Quelques enfants de cet abri ont déclaré qu'ils avaient de la parenté, mais il ne leur était pas permis de leur rendre visite. Les garçons et les filles mineures habitaient séparément.

Des nombreuses ONG crédibles ont rapporté des abus considérables et très répandus dans plusieurs orphelinats de plus de 600 enfants, dont la majorité n'était pas enregistrée ou autorisée par le gouvernement. IBERS et la Brigade de la PNH pour la protection des mineurs (BPM) ont augmenté leurs efforts de coopération vers plus de régulation et de supervision. L'insalubrité, la surpopulation, la pénurie de nourriture, l'absence d'éducation, le manque de supervision des adultes sont une caractéristique prédominante de ces endroits.

Le 16 septembre, Douglas Perliz, soupçonné d'abus sexuels sur des mineurs à la maison des enfants qu'il avait fondée et qu'il dirigeait au Cap-Haïtien, est arrêté aux États-Unis. Depuis janvier l'établissement a été fermé en janvier..

Traite de Personnes

La loi n'interdit pas spécifiquement la traite des personnes, bien que la législation du travail et d'autres lois y compris, celles qui sanctionnent et pénalisent l'esclavage, le kidnapping, la violence contre les femmes, de même celles qui interdisent le recrutement des enfants aux fins d'exploitation sexuelle, la pornographie et les activités illicites, pourraient être utilisées pour combattre le traite de personnes y compris celui des enfants. Il y a eu des rapports sur la traite de personnes à partir de, vers et à travers le pays.

Le pays était une source pour la traite de personnes vers la République Dominicaine, les Bahamas, la Jamaïque, les Etats-Unis, l'Europe et le Canada. Les citoyens victimes de la traite ont signalé des conditions de servitude, d'esclavage et de travail forcé. L'extrême pauvreté et le manque d'emplois étaient les facteurs clés à risque, à la base du trafic humain. Des femmes venues de la République Dominicaine étaient victimes de la traite en Haïti pour l'exploitation sexuelle. Les trafiquants ont aussi utilisé ce pays comme lieu de transit pour des étrangers.

Plusieurs ONG ont rapporté le problème de la traite des enfants à des fins sexuelles ou d'esclavage, spécialement en République Dominicaine et aux Bahamas.

Le gouvernement a reconnu le problème de la traite interne y compris celle des enfants et le 26 octobre il a annoncé qu'il prendrait des mesures pour en empêcher la pratique. Le BPM a enquêté sur des cas de traite d'enfants et a suivi le mouvement des enfants à travers la frontière avec la République Dominicaine, mais il fait face à plusieurs barrières qui ne lui ont pas permis de réussir ses interventions. La BPM et ses 75 officiers a placée son personnel dans chacun des 10 départements du pays et a créé une ligne spéciale pour recevoir des informations concernant le trafic et les abus d'enfants. En Août, BPM a aussi commencé avec l'aide de ses partenaires internationaux à effectuer des opérations nocturnes pour localiser des enfants exposés à des risques et à les retourner à leur famille. La première opération a permis de localiser et de retourner avec succès 14 enfants à leur famille. Des organisations internationales, comme l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM) sont les premiers donateurs de services aux victimes de la traite.

Les autorités ont appréhendé quelques restavèks qui s'étaient échappés et les ont remis à l'Institut de Bien-être social (IBESR) pour une prise en charge

temporaire dans des abris désignés. L'OIM a fourni le support financier et technique à deux centres de ce genre à Port-au-Prince, qui fournissent un abri, de la nourriture, des soins médicaux et psychologiques à ces enfants jusqu'à ce que leurs parents soient retrouvés et qu'ils puissent rejoindre leurs familles. La capacité de logement était limitée et les enfants secourus ne pouvaient pas toujours rejoindre leurs familles. Depuis 2005 l'OIM est venue en aide à 300 enfants approximativement.

Il n'y avait pas d'information disponibles sur les principaux trafiquants, leurs réseaux ou leurs méthodes. Il n'y avait pas de loi anti-traite et par conséquent pas de procès ni de condamnations pendant l'année.

En général le gouvernement ne pouvait pas donner suffisamment de protection ou d'assistance aux victimes et aux témoins et a dû référer les victimes aux ONG pour qu'elles reçoivent des services. Les enfants victimes de traite domestique vivant comme les enfants des rues à Port-au-Prince et sujets à la servitude domestique comme restaveks étaient si nombreux que le BPM, comme d'habitude, n'avait même pas essayé de les aider (voir section 7.d)

Le ministère des Affaires Sociales et du Travail et le Responsable er du Bien-être social ont activement sponsorisé et participé à de nombreuses conférences organisées au sujet de l'anti-traite et des droits des enfants.

Le rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes peut être lu à www.state.gov/g/tip.

Personnes infirmes

La constitution et les lois n'interdisent pas de manière explicite la discrimination contre les personnes handicapées physiques ou mentales. Le Gouvernement n'a émis aucun rapport sur la discrimination contre les personnes infirmes en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou d'autres services fournis par l'état. Cependant étant donné la pauvreté chronique et généralisée, la manque de services publics et les opportunités d'éducation restreintes, les personnes handicapées furent sévèrement défavorisées. Le Gouvernement et les ONG ont distribué des chaises roulantes et lancé des campagnes de sensibilisation y relatives. L'accès aux personnes handicapées a été limité, Mais le Gouvernement a

mis sur pied un programme afin de permettre à un plus grand nombre d'enfants handicapés de participer aux examens officiels.

Il n'y a pas eu de rapports d'abus enregistrés dans les centres de soins de santé mental.

Abus Sociaux,
Discrimination et Actes de Violence Basés sur l'Orientation sexuelle et le sexe d'une personne.

Il y a eu une infime présence d'ONG de défense d'homosexuels, de lesbiennes, de bisexués et de transsexuels, œuvrant dans le pays.

Il n'y a pas eu de rapports officiels confirmant une discrimination contre la Communauté des LGBT, mais les ONG locaux ont rapporté que les LGBT ont fait face à une discrimination sociale généralisée faite de stigmatisation sociale, de violence physique ciblée d'agression sexuelle et d'insécurité d'emploi. Des ONG ont aussi signalé que de telles personnes n'ont pas rapporté de violations des droits humains, par crainte de représailles.

Autre Violence et Discrimination Sociale

Une discrimination s'est manifestée dans la société à l'encontre des personnes infectées par le VIH/SIDA, spécialement des femmes, mais les programmes d'éducation patronnés par les bailleurs de fonds étrangers et les efforts des militants de la lutte contre le VIH/SIDA ont tenté de changer cette stigmatisation.

Section 7 Droits des Travailleurs

a. Le droit d'Association

La Loi permet aux travailleurs, à l'exception des fonctionnaires du secteur public, de former et de s'affilier aux syndicats de leur choix. La loi exige aussi qu'un syndicat soit composé d'au moins 10 membres et qu'il soit enregistré au Ministère du Travail et des Affaires Sociales dans les 60 jours qui suivent sa formation. La loi interdit aux employeurs, aux directeurs ou à toute autre personne représentant les intérêts de l'employeur d'être

membre de syndicat. En théorie les membres de syndicats sont sensés être indépendants du gouvernement et des partis politiques, mais dans la pratique, les syndicats n'ont été que des branches des partis politiques. On comptait neuf fédérations principales du travail, représentant environ 5 pour cent de la force de travail.

Le Code du travail accorde le droit de grève avec certaines restrictions, exception faite des managers, administrateurs, d'autres chefs d'établissements, des travailleurs œuvrant dans le service d'utilité publique et toutes les entreprises et employés du secteur public et les travailleurs ont exercé ce droit dans la pratique. Le code du travail définit les employés de service d'utilité publique comme étant des travailleurs essentiels qui ne peuvent suspendre leurs activités sans causer des dégâts importants dans le domaine de la santé et de la sécurité. Un préavis de 48 heures est exigé pour toutes les grèves dont la durée ne peut dépasser une journée.

Malgré l'interdiction, il y eut des ordres de grèves lancés par le secteur public, habituellement liés à la faute du gouvernement de verser les salaires à temps. Des médecins et membre du personnel ont lancé l'ordre de grève dans plusieurs hôpitaux, y compris l'Hôpital Général de Port-au-Prince, sollicitant des arriérés de salaire et de meilleures conditions de travail. Au cours du mois de Décembre des infirmières ont observé des heures de grèves aux Gonaïves pour protester contre le non paiement de leurs salaires des 30 mois antérieurs

b. Le droit d'organisation et de négociation collective

Alors que la loi protège les syndicats qui organisent des activités et prévoit des amendes pour ceux qui l'enfreignent, le gouvernement dans la pratique ne déploie aucun effort sérieux pour mettre en vigueur la loi.

Les taux élevés de chômage et l'anti syndicalisme manifesté parmi certains employés des manufactures et par la plupart des employeurs ont limité le succès des efforts déployés par des syndicats.

La négociation collective n'existaient pas et les employeurs ont fixé les salaires unilatéralement.

Bien que les travailleurs aient eu accès au tribunal de travail établi pour la résolution des conflits, les jugements du tribunal n'ont pas été respectés. Les tribunaux fonctionnent sous la supervision du Ministère des Affaires

Sociales et du travail et statuent sur les mini conflits, mais les syndicats ont déclaré que le processus était inefficace. Sept tribunaux du travail ont fonctionné à Port-au-Prince et les plaignants des provinces ont eu recours aux tribunaux municipaux.

La loi interdit aux employeurs toute forme de discrimination syndicale, qui sont passibles de payer une amende pour chaque violation individuelle. La loi ne spécifie pas que les employeurs doivent réintégrer des travailleurs illégalement révoqués pour une activité de syndicat. Des travailleurs illégalement révoqués ont le droit de réclamer n'importe quelle compensation à laquelle ils ont droit. Le tribunal du travail statue sur tous les litiges, mais il était considéré comme faible et inefficace.

Il n'existe pas de lois spéciales ou d'exemptions à partir des lois ordinaires de travail dans la zone d'assemblage d'exportation à Ouanaminthe, une ville située à la frontière dominicaine.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire y compris celui imposé aux enfants, cependant, il y a eu des rapports selon lesquels de telles pratiques existaient, notamment l'existence de travaux forcés d'enfants restavèk (voir section 6 Trafique de personnes.)

d. Interdiction de travail d'enfant et minimum d'âge d'emploi

L'âge minimum requis pour être éligible à l'emploi dans tous les secteurs y compris les services de domestique, est de 15 ans. L'âge minimum d'apprentissage est de 14 ans. La loi interdit aux mineurs de travailler dans les conditions dangereuses et prohibe le travail de nuit dans les entreprises industrielles pour les mineurs de moins de 18 ans. La compétition féroce des adultes pour obtenir un **emploi implique que le travail d'enfant n'est pas un facteur dans le** secteur industriel. Cependant des enfants de moins de 15 ans ont travaillé ordinairement dans les emplois générés dans les secteurs informels en vue de fournir un revenu supplémentaire à la famille. Un bon nombre d'enfants ordinairement travaillent avec leurs parents dans les petites fermes familiales bien que le taux de chômage élevé parmi les adultes n'ait pas permis à un grand nombre d'enfants l'accès au travail de ferme. Il n'y a pas eu de sanction légale contre les familles qui ont employé des enfants pour la main d'œuvre domestique en tant que « restaveks », la forme principale d'emploi fournis aux enfants.

Les parents incapables de prendre soin de leurs enfants envoient traditionnellement leurs enfants à leurs parents ou à des étrangers qui étaient supposés fournir aux enfants de la nourriture, un abri et une éducation en échange au travail de maison qu'ils fournissaient. La pratique est tellement enracinée que même les familles pauvres gardent habituellement un ou deux restaveks venant de familles beaucoup plus pauvres qu'eux lorsqu'ils atteignent l'âge de 6 ans ou moins. Alors que certaines familles d'accueil prenaient soin des restaveks et les envoyaient à l'école, la plupart d'entre eux étaient exposés aux abus et à servitude domestique.

Les estimations des ONG et du gouvernement quant au nombre de restaveks se situe entre 90.000 à 300.000 dont la majorité s'est avérée être des filles âgées de 6 à 14 ans. Les restaveks exploités ont travaillé pendant des heures interminables, exigeant un effort physique sans recevoir de salaire ou de nourriture adéquate, n'ont pas été à l'école et ont été physiquement et sexuellement abusés par les membres de la famille d'accueil. Les filles étaient généralement placées en servitude domestique dans les familles en milieu urbain, alors que les garçons étaient le plus souvent exploités pour effectuer des travaux sur les fermes. Les restaveks qui ne s'enfuyaient pas demeuraient ordinairement attachés à leur famille d'accueil jusqu'à l'âge de 14 ans, Les lois régissant la main d'œuvre exigeaient aux employeurs de payer un salaire aux domestiques de plus de 15 ans donc plusieurs familles les ont mis à la porte avant qu'ils n'atteignent cet âge. Les restaveks abandonnés ou qui se sont enfuis ont constitué une proportion significative d'une vaste population d'enfants des rues ou la plupart d'entre eux ont été forcé de pratiquer la prostitution ou de s'adonner au crime perpétré dans les des rues par des gangs de criminels alors que d'autres sont devenus des vendeurs ou mendiants des rues.

Bien que le gouvernement ait été chargé de l'exécution et de la mise en vigueur des lois et procédures, le IBESRP a manqué de financement pour enquêter de manière efficace sur l'exploitation de la main d'œuvre infantile. D'autres facteurs contribuant à l'inefficacité de l'investigation et au manque de recours judiciaire a été la perméabilité de la frontière et le manque d'une force de police bien entraînée et équipée.

e. Conditions de Travail Acceptable

Au cours de l'année le parlement a mis sur pied un nouveau système stratifié de salaire minimum. Le 1 octobre, le salaire journalier minimum a été fixé à

HG 125 (environ US\$3.00) dans le secteur du textile et a HG200.00 (environ \$5.00) dans les secteurs du commerce et de l'industrie. Des travailleurs payés à la pièce ont reçu un minimum de HG200.00 par jour. Pour tous les autres établissements commerciaux et industriels, le salaire minimum a été fixé à 200 gades par jour pour 8 heures de travail. En majeure partie, les citoyens ont travaillé dans les domaines du secteur informel et de l'agriculture de subsistance, où la législation du salaire minimum n'est pas applicable les salaires journaliers de HG 15 (\$0.37) étaient habituels. Beaucoup de femmes ont travaillé en tant que domestiques, une aire de travail qui n'est pas touchée par la législation du salaire minimum. La loi a fixé le nombre d'heures de travail par jour pour les établissements commerciaux, industriels et agricoles à 8 heures par jour et la semaine de 48 heures avec 24 heures de repos. Elle fournit aussi des fonds pour le paiement des heures supplémentaires et interdit les heures supplémentaires excessives obligatoires. Cependant la loi octroie des exemptions pour les soins de santé, le logement, la nourriture et la boisson et les espaces de loisirs et les établissements familiaux qui emploient seulement les membres de la famille. La Direction du Travail peut aussi accorder des dérogations aux employeurs qui ne sont pas spécifiquement exemptés par la loi. Ces lois n'avaient pas été mises en vigueur de manière efficace. De plus la loi demeure silencieuse relative aux employés du secteur public. A cause de la pénurie de personnel et des manifestations/événements spéciaux, les officiers salariés du PNH ont travaillé quelquefois par équipe pendant 12 heures, six jours par semaine sans aucun salaire supplémentaire, bien qu'ils aient bénéficié à la fin de l'année d'un bonus conformes aux normes établies. Les officiers du PNH n'ont pas non plus intégré le calendrier standardisé du programme de bénéfices du gouvernement à la fin de leur contrat de trois ans. Dans les régions où le manque d'effectif est important, les officiers ont travaillé certaines fois pendant de plus longues heures pour satisfaire les besoins de leurs communautés.

La loi établit aussi des procédures de santé et de sécurité minimales. Les secteurs d'industrie et d'assemblage ont largement observés les directives ou orientation, mais le Ministère des Affaires Sociales et du Travail ne les a pas fait respecter de manière efficace. Aucun groupe n'a collecté des données formelles, mais les syndicats ont plaidé que les préjudices liés à l'emploi sont survenus souvent dans les secteurs de travaux publics et d'industrie de construction. Bien qu'ils aient le droit légal de le faire, en pratique les travailleurs pourraient ne pas pouvoir exercer leur droit de fuir

des situations de travail dangereux, de leur propre gré, sans risquer de perdre leur emploi.

French Version

Droits Humains final version

11,156 words

April 21,2010